

LE CNESER DIT NON À UNE FORMATION DES ENSEIGNANT-ES ET CPE DÉGRADÉE ET SANS MOYENS : LE MESR NE PEUT PAS RESTER DANS LE DÉNI !

Le jeudi 7 juillet 2022, le CNESER a examiné dix dossiers d'accréditation d'INSPÉ (Bordeaux, Caen, Rouen, Rennes, Poitiers, Limoges, Guyane, Antilles, Nantes et Lyon, pour une mention seulement).

Sans remettre en cause le travail des équipes, et comme il l'avait déjà fait en juillet 2021, le CNESER a refusé, à l'unanimité, de participer au vote sur ces dossiers et de cautionner la mise en place d'une "réforme" de la formation des enseignant-es (FDE), qui ne fait qu'accroître la précarité des étudiant-es et les inégalités de traitement entre elles et eux, ainsi qu'entre INSPÉ, qui fragilise les équipes de formateurs et de formatrices, désorganise le schéma de formation et aboutit à un localisme généralisé.

La "réforme" Blanquer avait pour ambition « d'harmoniser » la formation... C'est raté ! On relève en effet de grandes différences dans les conditions de formation des étudiant-es et stagiaires selon les académies, les sites, voire les mentions ou les parcours dans le même INSPE. La formation post-concours et master n'est pas mieux traitée : partout insuffisante, elle aussi sera très variable selon les moyens accordés localement. Volumes de formation, place de la recherche, accompagnement de stage, modalités d'évaluation... sont autant de variables d'ajustement pour mettre en place des formations sans moyens suffisants, faisant tout reposer sur le sens professionnel des équipes, la multiplication des vacances et heures supplémentaires.

Pour ce qui est de l'amélioration de la formation... C'est aussi raté ! L'utilisation des étudiant-es comme moyens d'emploi en pleine responsabilité, avant même leur réussite aux concours, la multiplication des injonctions sans moyens et la mise au pas des contenus de formation par l'employeur, loin de viser une formation ambitieuse, traduisent au contraire une vision utilitariste et à courte vue.

Quant aux équipes, avant d'être supposément réellement plurielles, elles sont surtout épuisées et en colère. Tout en passant sous silence les alertes du CHSCT ministériel de juillet 2021 (auxquelles aucune réponse n'a été apportée), les directions des INSPÉ ont bien identifié les tensions et les difficultés que cette "réforme" entraînait, y compris en termes d'épuisement et de mal-être au travail, reconnaissant au passage que les équipes n'adhéraient pas à la "réforme".

Le SNESUP-FSU attend du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR) qu'il prenne enfin, et publiquement, la mesure de la dégradation inédite de la situation et qu'il agisse en concertation avec les acteurs et actrices de la formation, afin de reconstruire, à la mesure des besoins, une formation des enseignant-es de haut niveau, dans l'Université. ■

Paris, le 12 juillet 2022

SUIVEZ-NOUS !



[SNESUPFSU](https://www.facebook.com/SNESUPFSU)



[@SNESUPFSU](https://twitter.com/SNESUPFSU)